

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

Unité Départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre

CS 60036
59820 GRAVELINES

Affaire suivie par :
Caroline TAIN

Tél : 03 28 23 81 55

Fax : 03 28 65 59 45

caroline.tain@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION
des installations classées

Gravelines, le **18 JUL. 2016**

BAI - H1_Commun13_Environnement1_EtablissementetEquipe_G3Ecover_Headline l'Abbe_070.0364213_instructionsdechangement exploitantEcover_headin l'abbe_RAP_070.03642.odt

EQUIPE : G3

N°S3IC : 070.03642

Type d'établissement : A/ IED

Objet : demande d'autorisation de changement d'exploitant

Ref : courrier de l'exploitant en date du 18/07/2016

- | | |
|-------------------------------------|---|
| - Raison sociale | : VANDEPUTTE (ex ECOVER SAS) |
| - Adresse du siège social | : 53 avenue de l'Europe
59223 Roncq |
| - Adresse de l'établissement | : boulevard de Strasbourg
ZAC de Landacres
Lot n°9
62360 HESDIN L'ABBE |
| - Activité | : Fabrication de produits de nettoyage écologique |
| - Personnes rencontrées | M. DESMEDT – Directeur du site
M. Julien Vandeputte – Administrateur France |
| - Inspecteurs des IC | : Caroline TAIN – Ingénieur de l'Industrie et des Mines |

Sommaire

Annexes

- 1- Objet du rapport
- 2- Présentation de l'installation
- 3- Avis de la DREAL sur le dossier
- 4- Suites administratives

- 1- Projet d'arrêté d'autorisation de changement d'exploitant

1- Objet du rapport

Par courrier en date du 18/07/2016, la société Vandeputte dont le siège social est situé à Roncq, adresse une demande d'autorisation de changement d'exploitant au titre de l'article R 516-1-5* pour le site précédemment exploité par la société ECOVER ZAC de Landacres à Hesdin l'Abbé.

l'objet du présent rapport est d'instruire cette demande d'autorisation.

2 - Présentation de l'installation

La société ECOVER est située dans une zone d'activité récente, créée dans les années 2000 et bénéficie d'aménagements de très bonne qualité (notamment aménagement paysager avec de nombreux espaces verts, accès direct à l'A16, traitement des eaux usées de la zone par une station d'épuration créée à cet effet (STEP de Landacres exploitée par la CAB)).

Elle a été autorisée par arrêté préfectoral du 3 avril 2007 à exploiter sur la commune de Hesdin L'Abbé une unité de fabrication de produits de nettoyage (adoucissants, liquides vaisselles...) écologique pour une capacité de production maximale de 300 t/j.

Elle bénéficie également de l'antériorité au titre de la rubrique 3410 de la nomenclature des installations classées et relève à ce titre de la directive IED.

Conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières, l'exploitant est concerné au titre de la rubrique 2630 et a transmis à Monsieur le Préfet sa proposition de calcul du montant des garanties financières pour la mise à l'arrêt des installations par courrier du 07/11/14.

Compte tenu des éléments fournis par l'exploitant, et en application des dispositions de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement, l'inspection des installations classées a proposé à Monsieur le Préfet, dans un rapport en date du 24/11/14, de prendre acte du montant proposé et de signifier à l'exploitant qu'il peut être exempté de l'obligation de constitution de telles garanties financières, leur montant étant inférieur à 75 000 euros.

3 – Avis de la DREAL sur le dossier

L'exploitation du site est reprise par un industriel exerçant la même activité et le même volume d'activité que celles autorisées par l'AP du 3 avril 2007.

Le dossier est complet sur la forme et le fond.

Le nouvel exploitant, la société Vandeputte, a déposé une demande d'autorisation de changement d'exploitant à monsieur le Préfet du Pas-de-Calais conformément aux dispositions de l'article R 516-1.

La demande d'autorisation de changement d'exploitant comporte les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et le calcul de garanties financières conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012.

Compte tenu des éléments fournis par le nouvel exploitant, les conclusions du rapport en date du 24/11/14 concernant le calcul des garanties financières restent inchangées. L'exploitant peut être exempté de l'obligation de constitution de telles garanties financières, leur montant étant inférieur à 100 000 euros. (le montant de l'exemption a été porté de 75 000 euros à 100 000 euros suite à la modification de l'article R 516-1 du code de l'environnement).

4 - Suites administratives

Conformément aux dispositions de l'article R 516-1 du Code de l'Environnement :

- La demande d'autorisation de changement d'exploitant est instruite dans les formes prévues à l'article R 512-31 du Code de l'Environnement.
- Pour les installations mentionnées aux 5° de l'article R 516-1 du CE, l'avis de la commission consultative départementale compétente n'est pas requis.

Nous proposons donc à madame la préfète du Pas-de-Calais, conformément aux dispositions de l'article R 516-1 du code de l'Environnement d'autoriser le changement d'exploitant demandé par la société Vandeputte pour le site exploité précédemment ZAC de Landacres à Hesdin l'Abbé par la société ECOVER par arrêté préfectoral complémentaire pris en application de l'article R 512-31 du CE sans passage au CODERST.

Le nouvel exploitant bénéficie de l'autorisation d'exploiter délivrée par le préfet le 3 avril 2007. Il doit respecter les prescriptions de l'Arrêté d'autorisation.

Un projet d'arrêté d'autorisation de changement d'exploitant est joint en annexe 1.

Rédacteur

L'inspecteur de l'environnement,
spécialité Installations Classées,

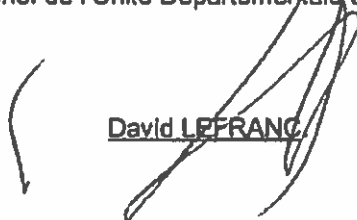


Caroline TAIN.

Vu et transmis à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du
Nord - Pas-de-Calais - Picardie
A l'attention de Monsieur le Chef du Service Risques.

Gravelines, le 18 JUL. 2016

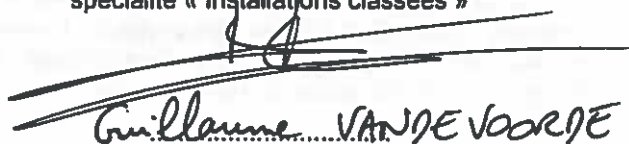
Le Chef de l'Unité Départementale du Littoral,



David LEFRANC

Valideur

L'Inspecteur de l'environnement,
spécialité « Installations classées »

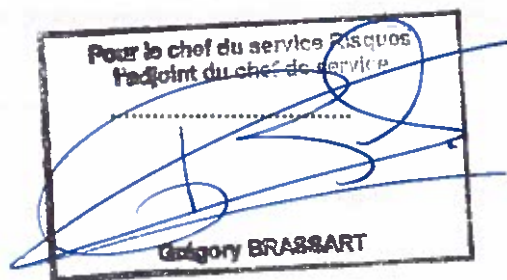

Guillaume VANDEVOORDE

Approbateur

Vu et transmis à Madame la Préfète du Département du Pas-de-calais – Direction des Politiques
Interministérielles - Bureau des Procédures d'utilité Publique - Section Installations Classées

Lille, le 21.07.16.

P/ Le Directeur et par délégation,


Pour le chef du service Risques
l'adjoint du chef de service
Gregory BRASSART

Annexe 1

Projet d'arrêté préfectoral d'autorisation de changement d'exploitant

(art. R 516-1 du code de l'environnement)

Article 1er :

La société VANDEPUTTE, dont le siège social est situé 53 avenue de l'Europe à Roncq est autorisée à reprendre l'activité anciennement exercée par la société ECOVER, avenue de Strasbourg , ZAC de Landacres – Lot n° 9 – 62360 HESDIN L'ABBE et autorisée par arrêté préfectoral du 03/04/2007.

